

3 juin 2005

Réponse à Socialisme International

« Patience et implication » certes, mais non inévitabilité et résignation



SI a raison de dire que l'espoir au Québec est du côté des luttes sociales et qu'une campagne politique de l'UFP pour la défense des services publics par une grève générale organisée par des États généraux est le point d'insertion de l'heure de l'UFP dans le champ politico-social. D'où cette campagne doit-elle être la priorité du prochain CU, ce qui explique la proposition de l'UFP-Outaouais de lui consacrer l'essentiel du samedi après-midi et non pas la petite demi-heure prévue. Mais il n'est pas exact pour autant que « *...la crise du NPD est tout aussi inévitable à long terme que celle du PQ.* » bien qu'il soit vrai qu'à long terme nous serons tous morts comme le disait Keynes.

Pour ce qui est du NPD, tant qu'il y aura un vide à gauche il pourra toujours se sortir d'affaire. C'est précisément dans les temps difficiles qu'il faut poser les fondements programmatiques et organisationnels de l'alternative, ce qui inclus de pleinement participer aux élections dans la mesure de ses forces quelque soit l'humilité des résultats initiaux. Laisser passer les élections ou faire une campagne virtuelle sans candidats c'est laisser le terrain à l'adversaire. Au contraire, la malheureuse expérience de NPI démontre que la fondation d'une alternative lors d'une montée des luttes sociales est facilement bloquée par l'opportunisme du NPD ensuite vite oubliée quand les choses se tassent, que ça soit par rapport au mouvement contre la guerre ou par rapport au Québec. En effet, l'éveil de la conscience sociale porte d'abord à se fier aux partis déjà connus qui sont identifiés à la gauche et non à ce qui n'existe pas encore ou qui vient tout juste de naître. En un mot, l'alternative doit d'abord faire ses preuves dans l'adversité pour être crédible. Quant à la suggestion de voter critiquement pour un parti néolibéral et chauvin, on reste surpris.

Certes, pour ce qui est du PQ, existe des alternatives à gauche qui commencent à être connues et qui devraient s'unifier sous peu. D'où la manœuvre SPQ-libre, d'où encore une fois les débats internes sur la tactique référendaire et la langue, le tout pour mieux masquer l'inhérent néolibéralisme du PQ qui bloque la possibilité d'un front populaire pour l'indépendance d'où la souveraineté trait d'union du PQ — ultime fédéralisme asymétrique — pour avoir le soutien aléatoire de la bourgeoisie. Toutefois, il ne suffit pas qu'existe un parti de gauche pour qu'il bénéficie automatiquement d'une éventuelle crise du PQ. Il faudra, d'abord, que sa crédibilité indépendantiste donne le change au PQ ce qui est bien mal parti avec l'hésitation d'Option citoyenne (OC) et la sous-estimation par l'UFP de la question de la langue. Il faudra ensuite qu'il soit non

seulement antinéo-libéral idéologiquement mais d'abord politiquement. Cet aspect aussi est bien mal parti avec l'abandon de sa plate-forme par l'UFP pour accélérer l'unité avec OC.

Comme, sur ces deux questions, l'initiative est maintenant aux mains d'OC, ne reste plus que notre campagne politique pour nous poser comme une alternative crédible en renversant une dynamique sociale-libérale et néo-fédéraliste. Ainsi, le nouveau parti pourrait profiter d'une éventuelle crise péquiste en espérant que la dynamique anticapitaliste de la campagne entraîne OC sur la voie de l'indépendantisme et de l'antinéo-libéralisme conséquents, ce qui fermerait la porte à toute entente avec le PQ tout autant qu'avec les Libéraux et les Adéquistes. Le succès de notre campagne est donc aussi une question électorale, mais non électoraliste. Il est cependant exact qu'il faille être « *patient* » car il n'y a aucun automatisme entre le succès possible d'une campagne politique et sa traduction en succès électoral comme l'a appris le PRC italien malgré le succès de sa participation aux imposantes campagnes altermondialiste et antiguerre.

On atteint pas nécessairement une masse critique aussi facilement pour venir à bout d'un système biaisé. Et rien ne dit non plus que la bourgeoisie ne changera pas les règles du jeu si un parti anticapitaliste et indépendantiste se rapproche dangereusement du pouvoir. Souvenons-nous de l'Indonésie en 1965 et du Chili en 1973. Mais le néolibéralisme forcené du PT brésilien est-il une alternative ?

Marc Bonhomme, 3 juin 2005